

Révolution, Histoire et politique

Lu dans TSA : “Pour une partie de l’opposition et du mouvement populaire, la solution passe par les mesures d’apaisement et des garanties de transparence du prochain scrutin. Mais le pouvoir n’a apporté aucune réponse sérieuse à ces demandes. L’autre partie (de l’opposition et du mouvement populaire, donc) exige une période de transition. Ce que le pouvoir rejette de toutes ses forces, affirmant qu’un tel processus est porteur de danger”.

Quelqu’un a-t-il vu ou entendu “une partie du mouvement populaire” demander des “mesures d’apaisement et des garanties de transparence du prochain scrutin” alors qu’une autre partie (seulement) exigeait “une période de transition” ?

Le peuple qui sort pacifiquement les vendredis et mardis ne demande pas de “mesures d’apaisement”. Mettre fin à l’emprisonnement de manifestants incarcérés pour leurs opinions, lever le blocus hebdomadaire de la capitale, cesser la répression policière et le confinement physique des manifestants, lever la censure exercée sur les médias ne constituent pas des gestes d’apaisement mais juste la fin d’un arbitraire. Le peuple manifestant exige effectivement – et unitairement – une transition. Et la garantie qu’il conçoit réside, non dans une promesse, mais dans le départ du personnel politique de l’ancien régime.

Ce n’est pas très fidèle à la réalité du terrain cette idée de diviser le mouvement populaire en deux “parties” opposées dans leurs revendications juste pour promouvoir la dernière “solution” contre-révolutionnaire de sortie de crise : “une élection présidentielle et une constituante en même temps”, comme le formule l’article en question. Un mix transitionnel qu’ils sont déjà nombreux à se disputer la paternité. Que l’opposition, au sens partisan, diverge sur les voies de “sortie de crise” est dans la nature des choses. Mais qu’importe ! Dans le contexte actuel, les partis ne sont pas dans un rôle d’initiateurs de projets politiques. Le mouvement populaire est un acte de dépassement historique d’une impasse politique, un CRUA populaire... Les partis sont devant la même alternative que les mouvements algériens au lendemain du 1er Novembre : accompagner l’entreprise de rupture ou sortir de l’Histoire. C’est valable pour les “personnalités” aussi.

Il n’y a pas de garantie de réussite pour une révolution mais c’est ainsi que se présentent les choses. Le “dialogue” est un subterfuge d’évitement de cette rupture et de ces choix. Il cherche aussi à promouvoir une représentation “choisie” du hirak. Si l’on voulait laisser émerger de vrais représentants du mouvement, on aurait autorisé les réunions de citoyens et laisser les médias s’ouvrir à leurs revendications. Les animateurs, autoproclamés ou désignés, de ce dialogue, qui se déroule finalement à la marge du processus historique, sont tellement motivés par la feuille de route officielle qu’ils prennent d’emblée la posture du pouvoir. Le succédané de dialogue se transforme alors sous nos yeux en gisement d’où le régime puiserait son futur personnel. Ainsi, dans les initiatives successives, et désormais en compétition, ils s’en tiennent tous au processus “constitutionnel” officiel en y ajoutant, parfois, une dose de “conditions” pour ne pas avoir à assumer un net alignement sur la position du pouvoir.

M. H.
musthammouche@yahoo.fr